

kat.komp.



390564

390576

Mag. St. Dr.

I





1093 V. S. D.

32885

I. br.

Gen. 269.



1327

1/

2/

3/

4/

5/

6/

7/

8/

9/

10/

11/

12/

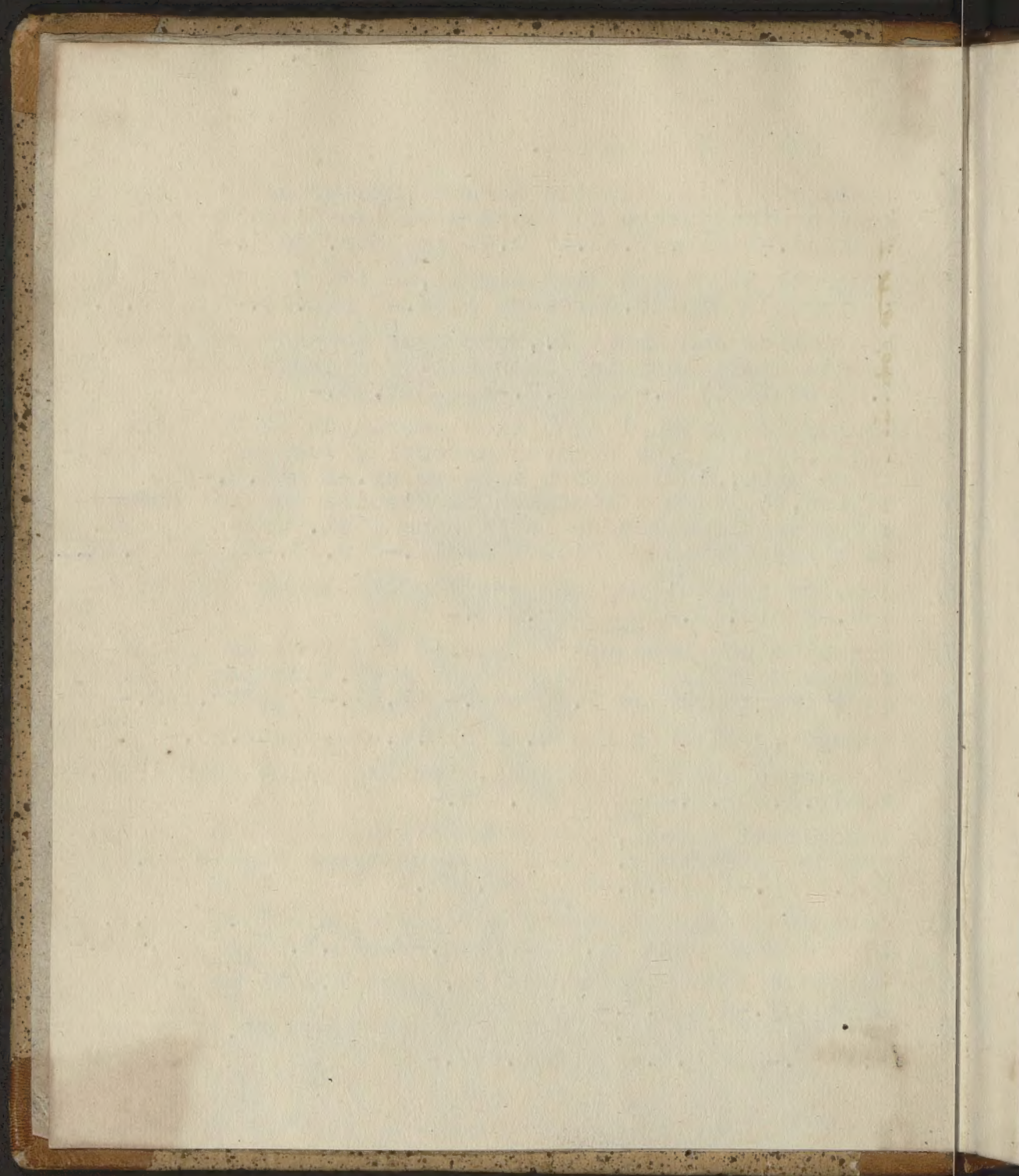
13/



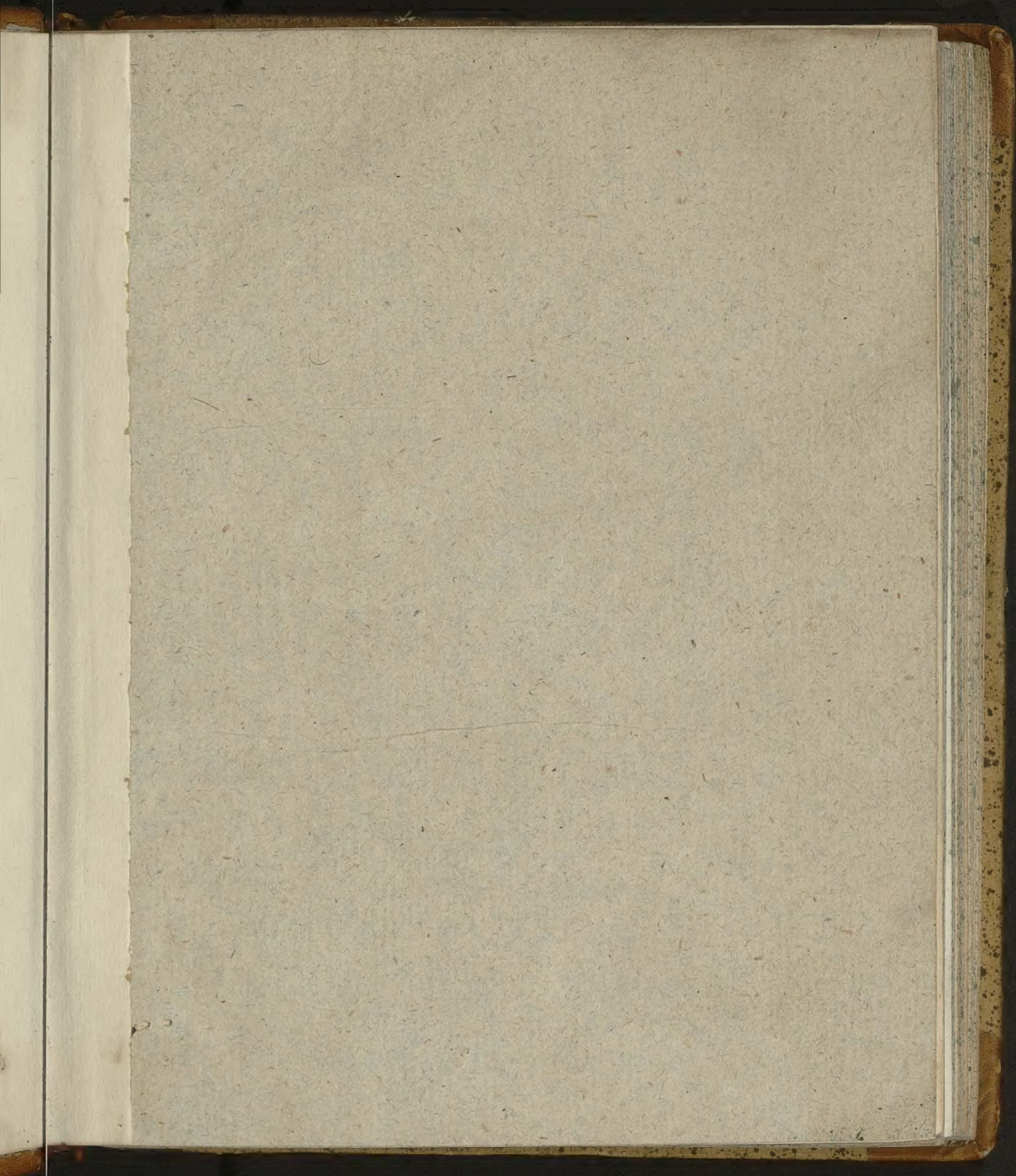
# MISCELLANEA.

- 1/ Jabłonowski Jan Kajetan Bernard, Exempt czyli akt zapisu wieczystego wdzięczney obligacyi od uchrony Lublina.-K nlb.43.-R.1760.-E<sup>XVIII</sup> Str.340/1.-
- 2/ Konarski Stanisław Hieronim II, De inscriptione regii numismatis Oratio. Warszawa 1764.-K nlb.14.-E<sup>XX</sup> Str.7.-
- 3/ Laskiewicz Jan Kanty X., Mowa przy solennym wyprowadzeniu ciała Antoniny Massalskiej w Krakowie dnia 8.stycznia 1765.-K nlb.7.-E<sup>XXI</sup> Str.96.-
- 4/ Series konstytucyi synoptice zebranych ex Volumine legum, dowodząc, że stan szlachecki y duchowny od wszelkiego myta, cła y poboru iest wolny.-K nlb.8.-E<sup>XXVI</sup> Str.390
- 5/ Hailes, Réplique a l'examen du Mémoire sur les ~~affaires~~ affaires actuelles de la Pologne 1791. Warszawa 1791. de l'imprimerie de Michel Gröll.-Str.43.-E<sup>XXIV</sup> Str. <sup>XXVI</sup> ~~XXVI~~ <sup>CII</sup>
- 6/ Memoire composé par un gentilhomme Polonois de Petrikau.-K nlb.18.-E<sup>XXII</sup> Str.279.-
- 7/ Examen d'une brochure intitulée Memoire sur les affaires actuelles de la Pologne 1791. Warszawa 1791. de l'imprimerie de P.Dufour.-Str.31.-E<sup>XVI</sup> Str.122.-
- 8/ Papuga ,powieść z franc.-K nlb.4.-E<sup>XXIV</sup> Str.85.-
- 9/ Nienawiść cnocie przeciwna, Wiersze wydane roku 1789.-K nlb.1.Str.6.-E<sup>XXIII</sup> Str.125.-
- 10/ Lubomirski Antoni, Mowa w Senacie na seymie ordynaryjnym Warszawskim r.1766 i Mowa na tymże seymie 20. Oct.1766.-K nlb.4.-E<sup>XXI</sup> Str.457.-
- 11/ Lubomirski Antoni, Mowa w Warszawie dnia 29.pazdz.r. 1766 i Mowa dnia 14.listopada.-K nlb.3.-E<sup>XXI</sup> Str.457.-
- 12/ Walewski Xawery, Mowa dnia 28.marca r.1775 na sessyi seymowej.-K nlb.2.-
- 13/ Lubomirski Antoni, Mowa w Warszawie dnia 22.listopada r.1766.-K nlb.3.-E<sup>XXI</sup> Str.457.-











E

Jaś

2  
J  
W  
w

P  
P



6

# MEMOIRE COMPOSÉ PAR UN GENTILHOMME POLONOIS DE PETRIKAU (1)

---



Ceux qui ont le malheur de vivre sous un despote doivent se courber en silence sous la verge qui les frappe et s'estimer heureux de tous le maux qu'Elle ne leur fait pas. Ceux qui n'ont de Superieur legitime que la loi peuvent examiner si c'est Elle qui les condamne et denoncer à la Censure publique les Magistrats qui chargés de la faire regner lui substituent une volonté arbitraire et oppressive.

L'auteur de cet Ecrit n'est pas un Partisan du C. Tomatis ; C'est un ami de l'ordre qui s'indigne quand on l'outrage, et qui du sein d'une sage obscurité se propose de comuniquer au Public ce que l'administration civile lui offre de fautif et digne de blame.

De vils fauteurs de la tyrannie nomeront cet écrit seditieux et decernorent à son auteur les titres et les pei-

A

(1) Mr. Prawdęmowsky fameux jurisconsulte.





nes réservées aux detracteurs des Gouvernemens; qu'ils sachent que le respect dû à l'autorité qui fait regner la loi ne s'étend point à l'autorité qui en abuse et que s'il faut adorer les emanations de l'une, le bien Général veut qu'on revele les fautes de l'autre.

Un decret de Mgr. Okecki Grand Chancelier de la Couronne du 13. Janvier 1783. a condamné le C. Tomatis à payer au Sieur Zugheer fl. 104000 que lui devoit le P. Poniński Grand Tresorier de la Couronne; et en Consequence de decret le sieur Zugheer s'est saisi d'une Maison de Campagne du C. Tomatis appelée Krulikarnia. L'effet de ce decret a été transporter arbitrairement et pour la Commodité du Creancier la qualité réelle de debiteur du P. Poniński à qui Elle est propre au C. Tomatis qui lui est absolument étranger.

Il faut reprendre les faits de plus haut. Mgr. Młodziejowski étant mort ses heritiers transigerent de sa succession avec le P. Poniński qui l'acheta avec ses benefices et ses charges. Dans le nombre des propriétés appartenantes à cette succession, étoit un Palais situé à Varsovie rue des Capucins. Le P. Poniński usa aussi-tot des droit qu'il avoit aquis, sur ce Palais et le vendit au C. Tomatis pour la somme de fl. 500, 000. Unde quittance juridique et un decret qui ordonne au P. Poniński de rendre les fl. 500, 000 prouve que cette somme a réellement été payée. A peine le C. Tomatis fut il en possession de ce Palais que les Creanciers de feu Mgr. Młodziejowski ne trouvant pas le P. Poniński assez prompt à acquitter les charges de la succession qu'il avoit acheté firent leurs diligences pour assurer leurs



prétentions; les uns reclamèrent leurs droits hypothequaires sur le Palais les autres chercherent à colloquer les leurs sur ce même Palais, comme sur la partie de la succession la plus claire, le C. Tomatis attaqué par tous les Creanciers dans différentes Jurisdiccions se voit forcé d'abandonner ses droits de Propriétaire et d'en faire le reçes solemnel. L'Effet de ce reçes fut de transporter la propriété de ce Palais du C. Tomatis aux Creanciers legitimes par la loi, le fleur Zugheer avoit deux prétentions à la charge de la succession de feu Mgr. Młodziejowski l'une de fl. 50,000 provenante d'un legs qu'il lui avoit laissé en recompense de ses services comme Secrétaire, l'autre de fl. 54,000 qu'il reclamoit au nom du Duc de Courlande qui avoit preté cette somme au defunt Mgr. Młodziejowski sans interet sur son simple reuers; aucune de ces deux sommes n'étoit hypothéquée sur le Palais. Cependant le fleur Zugheer parvint à obtenir un jugement de la Ville en Contumace (1) par le quel ses pretentions furent adjugées sur le Palais. Il voulut en prendre juridiquement possession, mais les Creanciers hypothequaires voyant le Palais chargé pour une somme égale ou pout-etre superieure à sa valeur s'opposèrent à cetre prise de Possession. Le fleur Zugheer ayant obtenu

A 2

(1) C'est le même Zugheer qui l'année 1777 parvint à obtenir aux mêmes jugemens de la Ville par la même Protection du Grand Chancelier contre le fameux banquier, Mr. Tepper un decret qui lui adjugeoit la somme de huit milles ducats et avoit par la faveur et la chicanne tellement embrouillé la Jurisdiction de la Ville avec celle du Grand Maréchal que ce ne fut que par un Compromis que l'on pût parvenir à debrouiller et dans le quel par les soins de S. A. Mg. le Prince Lubemirski Grand Maréchal de la Couronne le dit Zugheer fut reconnu debiteur et Condamné à payer 700. Ducats que lui même devoit au dit Banquier Mr Tepper.



nu le brachium militare au lieu d'entrer au Palais se faisi de la terre de Krulikarnia appartenant en propre au C. Tomatis. Celui cy le cita et le somma d'évacuer cette tetre absolument étrangere à la succession de feu Mgr. Młodziejowski; mais en vain, le 13. Janvier 1783. Mgr. le Grand Chancelier de la Couronne Okęcki porta un decret par le quel la demarche du sieur Zugheer fut legitimée et, il fut autorisé à rester en possession de Krulikarnia jusqu' à ce que les fl. 104, 000 et les interets auroient été acquittés; de plus le C. Tomatis fut condamné à payer le loyer pendant tout le tems qu'il a habité le Palais comme Proprietaire; à bonifier aux Creanciers les fraix de Procès qu'ils ont fait au P. Poniński et à porter le Poid des Impots charges et reparations necessaires faites au Palais pendant deux ans.

Tel est l'exposé des faits, passons à la discussion de droit. Elle presente deux objects à l'examen.

*imo* le C. Tomatis Condamné à payer une dette de la succession de feu Mgr. Młodziejowski.

*2do* la terre de Krulikarnia saisie par le sieur Zugheer en vertu d'un decret de Mgr. le Grand Chancelier.

Le C. Tomatis est condamné à payer une dette de feu Mgr. Młodziejowski, sans doute il est son heritier et possesseur des biens il doit en acquitter les Charges? Non, l'heritier de cette succession est connu; c'est un autre. C'est le P. Poniński Ministre et Grand Tresorier de la Couronne. Il a comparu non seulement judiciairement mais en propre personne et de sa propre bouche il s'est reconnu et



qualifié debiteur de tous les Creanciers de feu Mgr Młodziejowski en General et du Sieur Zugheer en Particulier, mais si le debiteur legitime est reconnu dans un Citoyen d'un rang aussi élevé pourquoi le jugé en cherche-t-il un autre? Pourquoi cet autre est-il le C. Tomatis tout a fait étranger à cette succession et à la Pologne. Ce decret de Mgr. le Grand Chancelier est injurieux au P. Grand Tresorier Il est une insulte à son existence civile; il averti le Public qu'il est debiteur insolvable; car il met vis à vis de son Creancier un troisieme à sa place; il transporte à un autre une Obligation qu'il avoue etre à sa charge. Sans doute le P. Grand Tresorier a senti vivement cette injure et en tems et lieu il sçaura en demander la reparation. Si ce n'est comme Garant du P. Grand Tresorier que le C. Tomatis a pû etre condamné ce ne peut etre que comme Possesseur de quelque partie de la Succession de feu Mgr. Młodziejowski; mais l'etoit-il en effet le 13. Janvier 1783. Epoque du decret? C'est un fait qu'il est aisé d'éclaircir et les recherches les plus scrupuleuses prouveront la negative.

Par l'analise des reclamations et des droits il s'est trouvé que ce Palais avoit été hipotequé par son ancien maitre pour des sommes égales ou presque égales à sa Valeur; du moment que ce fait a été juridiquement constaté le C. Tomatis a renoncé à sa qualité d'acquéreur et de Propriétaire et un recés solennel contre la legalité du quel il n'a jamais été Elève ni doute ni reproche en fait foi; des lors il a cessé d'etre possesseur d'un effet appartenant à la Succession de feu Mgr. Młodziejowski, il est du même de venu Etranger aux charges de cette succession; toute relation, tout raport legitime a cessé entre les Creanciers de



feu Mgr. Młodziejowski et le C. Tomatis, tous ont été éteints et aneantis.

Le decret de Mgr. le Chancelier en ne tenant aucun Compte du recés du C. Tomatis et proponçant comme s'il n'existoit point porte en foi le Caractere d'une distraction ou d'une prevention la plus injuste. Pour quoi cette Obstination à mettre à la charge du C. Tomatis des prétentions qui le supposent Possesseur actuel d'un effet qu'il ne possède plus? di-ra-t-on que la qualité de propriétaire d'un Palais est indilabile; qu'il n'est aucun moyen réservé par la loi pour se depouiller d'un droit que les circonstances mieux connues ont prouvé etre onereux? Ce seroit ignorer les premiers notions de la jurisprudence. Les loix de tous les peuples ont pourvû à ce que l'acquisition d'un bien oberé ou illegalement possédé par le Vendeur ne pût entrainer la ruine d'un aquereur de bonne foi. Elles lui ont laissé le benefice du Recés pour l'en garantir et n'ont attribué d'autres Consequences à son Erreur que celle de la restitution pure et simple de l'Effet negotié avec droit d'en repeter le pris du Vendeur. S'il étoit autrement, si tous les biens d'un acquereur devenoient responsables des charges inconnues d'un effet acheté, quelle incertitude dans les fortunes, quel bouleversement dans les idées. La circulation des biens si necessaire dans l'ordre social seroit interrompue. la Stagnation gagneroit toutes les affaires, l'Etat tomberoit en paralysie. Une terre auroit-elle appartenue à un homme mort oberé et insolvable, la fortune de son moderne Possesseur seroit donc à ce titre chargée de toutes les dettes de l'ancien. Quelle affreuse et absurde jurisprudence! Elle est cependant celle qui a attribué Krulikarnia



aux Creanciers de feu Mgr. Młodziejowski qui a chargé arbitrairement de cette dette le C. Tomatis à la place du P. Poniniski seul et veritable debiteur.

Le Second Object que cette affaire offre à l' examen est la terre de Krulikarnia saisie par le Sieur Zughée en vertu d'un decret du Grand Chancelier de la Couronne. La question quant au fond a deja été discutée; On a prouvé que ce n'a pû être que par l'abus le plus coupable de l'autorité qu'on a rendu les biens propres, du C. Tomatis responsables des dettes de feu Mgr, Młodziejowski et du P. Grand Tresorier sans lui assigner un fond équivalent. Il nous reste maintenant à examiner si les formes ont été mieux observées que les loix dans ce bizarre jugement.

La Compétance du Tribunal du Grand Chancelier s'étend.

1<sup>mo</sup>. Sur les affaires concernant les Villes & leur territoire.

2<sup>do</sup>. Sur les questions relatives aux diplomes, Privileges, acts, et rescripts Royaux.

3<sup>tio</sup>. A toute discussion qui a pour objet les limites, les droits ou la qualification des biens Royaux.

Comment Mgr. le Grand Chancelier a-t-il pû porter un decret dont l'effet a été de décharger le P. Grand Tresorier son Colegue pour legitimer la saisie de Krulikarnia.

Krulikarnia n'est point un fond situé dans le territoire d'une ville; la discussion n'avoit rien de relatif aux diplomes, et rescripts royaux; Elle ne tomboit ni sur sa



qualification ni sur ses limites ; Elle n'étoit donc pas de la Competance de Mgr. le Grand Chancelier qui n'avoit droit d'en connoître que dans l'un ou l'autre de ces cas. En supposant que le C. Tomatis eut été le debiteur legitime du Sieur Zugheer il appartenoit à une autre jurisdiction d'adjudger la terre de Krulikarnia à ce dernier et Mgr le Grand Chancelier par son decret a usurpé et empiété sur les autres jurisdictions ; tant que la question qui s'agitoit regardoit le Palais comme il est situé sur le terrain de la , Ville Mgr. le Grand Chancelier étoit juge compétant ; des qu'on vouloit mettre en question la terre Krulikarnia il ne l'étoit plus. Le Grand Chancelier pouvoit colloquer ou ne pas colloquer la dette de Zugheer sur le Palais , mais c'étoit au jugement terrestre seul à décider si le C. Tomatis devoit ou ne devoit pas payer 104000. florins à Zugheer en vertu des droits qu'il pretendoit établir sur les biens de Krulikarnia.

On ne peut s'empêcher de remarquer icy qu'il a fallu dans le Juge une volonté oppressive bien forte et bien passionnée pour lui faire passer d'aussi loin les limites de sa Competance et de ses droits ; il a fallu ou une acception bien injuste pour les personnes que cette usurpation favorise ; ou une haine non moins coupable contre celui qu'Elle opprime , ou enfin une Soumission bien lâche aux passions d'autrui. Cette presumption paroitra plus probable encore lorsque l'on réfléchira sur une autre violation des formalités de la part de Mgr. le grand Chancelier dans cette affaire. Lorsque ce Magistrat connoît d'une discussion relative aux villes ou à leur territoire telle que celle qui concernoit le Palais il peut prononcer seul sans adjoints ; mais lorsque il s'agit devant lui une question relative aux biens Royaux



la loi donne des assesseurs dont les opinions sont comptées et le decret est le resultat de la pluralité. Lors donc que le grand Chancelier a prononcé que les biens de Krulikarnia devoient rester entre les mains du Sieur Zughéer jusqu'à l'extinction de la dette, il auroit dû même dans la supposition de la Competance de son tribunal etre assisté par les assesseurs que lui donne la diette. Il n'en a rien fait. Son decret est un acte de son autorité privée et par la doublement illegal et nul. Passons maintenant aux différentes preventions dont on a imbu le public pour motiver et justifier le decret qui a depouillé le C. Tomatis de sa terre.

Mgr. le grand Chancelier pretend qu'il n'a pu faire autrement et que Son decret n'est que confirmatoire de celui de Mgr. le Vice Chancelier Małachowsky; c'est une supposition purement gratuite; et pour le prouver il n'y a qu'à rapprocher les deux decrets. Le C. Tomatis a d'abord été cité par le Sieur Zughéer au jugement de la Ville comme propriétaire du Palais afin d'en épurer la possession; C'est à dire en d'autres termes afin de payer des pretentions antérieures à la charge de ce Palais. Le C. Tomatis à qu'il étoit indifférent de payer telle ou telle somme à Pierre ou à Paul parcequ' autant on l'obligeoit à payer autant on devoit lui assigner de droits sur le Palais effet dont il étoit nanti le C. Tomatis dis-je se laissa condamner bien convaincu et assuré qu'on ne pouvoit à la fin l'obliger qu'à payer les dettes legitiment colloquées sur le Palais Mgr. le Vice Chancelier Małachowsky devant qui cette affaire fut portée en dernier ressort confirma le Decret de la Ville et ordonna que le C. Tomatis en sa qualité de propriétaire du Palais convaincu et reconnu par la loi paya pour en épurer la Possession. Cette sentence



etoit juste en ce que lorsqu' Elle ordonnoit au C. Tomatis de payer une Somme Elle lui en assignoit la valeur sur le Palais qu'il avoit acquis.

Le decret du 13. Janvier de Mgr. le Grand Chancelier au Contraire commence par attribuer la propriété du Palais aux Creanciers à l'exclusion de Zugbêér, et condamne le C. Tomatis à payer à celui cy f. 104, 000 de son propre bien de Krulikarnia. L' Injustice de ce decret porte sur ce qu'il ordonne au C. Tomatis de payer sans l'assigner sur le Palais pour recouvrer la valeur de ce qu'il doit donner et oublie que le P. Poninski est le seul et veritable debiteur. Les Sentences de la Ville et de Mgr. Małachowski disoient. Payez C Tomatis à la Place du P. Poninski puis que vous possédez un Palais qu'il vous a mal vendu. Mgr. le Grand Chancelier dit, vous ne posséderes pas le Palais que vous avez mal acheté du P. Poninski mais je veux de plus que vous payez le Sieur Zugbêér quoiqu' il n'ait aucun droit sur le dit Palais. Quelle contradiction! Il y a une prodigieuse difference dans l'effet de ces deux Sentences; dans la premiere les sommes payées par le C. Tomatis sont immediatement assurées sur un Palais eporé qui lui en repond; (a) dans l' autre il n'a ni sureté ni hipotheque il doit encore joindre les f. 104, 000 qu'on le veut obliger à payer au Sieur

(a) Si Mgr. le Grand Chancelier veut que son decret soit Confirmatoire de celui de Mg. Małachowski et Conforme à l'équité voulant obliger le C. Tomatis à payer les deux sommes du P. de Courlande et du Sieur Zugbêér il devoit colloquer les dittes de ceux sommes sur le Palais immediatement après les Creanciers hipotequaires et avant le Sieur Kaufman creancier testamentaire qui il a placé sur le dit palais, alors il auroit confirmé le decret de Mgr. Małachowski et auroit rendu la justice conformement aux loix.



Zugheer aux f. 500, 000 qu'il a déjà payé pour réclamer le tout de la fortune embrouillé du P. Poninski de qui malgré un decret qu'il a obtenu il ne sçait comment retirer ; ni les interets ni le Capital qu'il a donné depuis trois ans. Peut on appeller le dernier de ces decrets confirmatoire des autres ? n'est ce pas en imposer et abuser des termes, et de la Confiance du Public que d'oser l'avancer ? On ne fait point avec des bonnes raisons l'apologie d'un jugement injuste et Contradictoire. Il faut s'attendre à le voir defendu par des vains sophismes On en a déjà une preuve dans l'objection qui vient d'être réfutée ; on en verra d'autres dans celles qu'on réfutera encore. Lorsque le Sieur Zugheer ( disent les defenseurs du dernier decret ) voulu prendre possession du palais, le C. Tomatis s'y est opposé, et par là s'est rendus propres les Consequences de cette demarche, et ses Consequences furent de devenir responsable des Pretensions qu'Elle a fait pericliter ; deux questions q'il faut examiner. Le C. Tomatis dit on s'est opposé au Sieur Zugheer lorsqu' il a voulu prendre possession du Palais. Ce fait est faux. Le C. Tomatis ayant renoncé au Palais il n'avoit plus droit d'agir aussi n'at-il point agi. (a)

Ce sont les Creanciers qui s'etoient fuis en possession avant Zugheer qu'il en ont empeché (a) s'il pouvoit

B 2

(a) Le 2. Juillet 1781 le C. Tomatis a manifesté aux actes de la Ville qu'il n'etoit plus le propriétaire du Palais, le 12 Xbris de la même année il a manifesté une seconde fois.

(a) Le 28 Avril 1781. Mr. Roghenstrau a pris Possession d'une partie du Palais avec *le brachium militare*.

Le 27 Juin de même Mr. Kaufman a pris possession d'une autre partie.

Le 6 Juillet de même Mr. Pudlowski a pris possession d'une autre partie.



réfulter quelque consequence de cette opposition Elle devoit regarder les Creanciers et non le C. Tomatis. L'usage et la loi distinguent deux circonstances dans une prise de possession; la premiere est un Preliminaire de pure formalité il consiste à se presenter avec un Officialiste pour signifier au Possesseur actuel la sentence qui transporte sa propriété à un troisieme et la volonté de ce troisieme d'entrer dans ses droits.

L'usage est de se montrer renitent à cette sommation et de n'en tenir aucun compte. Elle est ordinairement suivie d'une autre demande plus serieuse qui donne la sanction réelle au decret; on demande au departement de la guerre ce qu'on appelle le bras militaire; Ce bras est un soldat de la Republique avec lequel on revient prendre de force la possession qui d'abord avoit été refusé; à cette époque seulement la resistance est un Crime et tout acte violent devient Capital, de ces deux especes de resistances qui peuvent-

Le 12 Juillet de même Mr. le Chambellan Siedlowsky pris possession d'une autre partie.

Le 22 aout Mgr. Zughéer est venu *sans brachium militare* et a voulu prendre possession mais les Creanciers cy dessus l'en ont empêché en lui prouvant par leurs traditions que tout le Palais étoit pris en vertu de droits et decrets enterieurs.

Le 23 Xbri 1781. Mr. le C. Zatusky a voulu prendre possession et les Creanciers cy dessus de même qu' à Mr. Zughéer; y sont opposé, mais il a demandé le *brachium militare* il est revenu au Palais, il a trouvé qu'une Ecurie et la loge du Portier avoient été oubliés dans les traditions des autres Creanciers il a placé son soldat, mais toutes ses prises de Possession n'ont servis de rien puisque M g. le Chancelier a fait une nouvelle collocation et y a placé ceux qu'il a crû avoir un meilleur droit, et par quel droit et titre at-il placé Zughéer à Krulikarnia?



se recontrer dans une prise de possession la premiere est innocente, sans consequence légitimée par l'usage dans toute l'étendue des domaines de la Republique : l'autre est coupable et rend son auteur punissable. Les Creanciers ont opposé au Sieur Zugheer une resistance de la premiere espece. Elle ne pouvoit et ne devoit avoir d'autre Consequence ; que d'engager le Sieur Zugheer à solliciter le *bras militaire* et à revenir sous sa protection se placer dans le palais sur le quel il volutoit assurer ses droits, non seulement l'opposition des Creanciers etoit innocente il y a plus. Elle etoit légitime et le decret de Mr. le Grand Chancelier Okęcki le prouve sans replique. Que fait ce decret ? il designe les Creanciers qui ont des droits sur le Palais et ne fait aucune mention du Sieur Zugheer. Ce Silence est une declaration solennelle qu'il ne lui en reconnoit aucun. Qu'on dit les Creanciers que le Sieur Zugheer n'avoit aucun droit sur le Palais et ce qui en etoit une Consequence ils lui ont empeché d'en prendre possession. Cette opposition etoit donc legitime et le decret même la reconnue pour telle.

Il resulte de tout ce qui precede qu'il y a dans le Jugement du 13 Janvier 1783.

1<sup>mo</sup>. Erreur de fait. 2<sup>do</sup>. Erreur de droit. 3<sup>tio</sup> Contradiction entre les Principes et les Consequences. Le C. Tomatis supposé auteur de la Resistance opposée au Sieur Zugheer ne l'est point ; Erreur de fait. La resistance qui a été opposée par les Creanciers étoit innocente et selon l'usage ; le decret la punit ; erreur de droit. Le Sieur Zugheer est reconnu n'avoir aucun droit sur le Palais et le decret veut constituer coupable celui qu'il suppose avoir empêché d'en prendre possession. Consequence vicieuse et con-



tradictoire au Principe. C'est ainsi que les allegués en faveur du decret l'inculpent d'avantage et justifient les reproches qu'on lui fait d'etre complètement irregulier. (a) On n'a point voulu interrompre la suite des raisonnement pour annaliser un fait accessoir qu'il ne faut cependant pas oublier et qui peut avoir sa place icy. Pour quoi le Sieur Zughéer ayant trouvé de l'opposition à sa premiere demarche de prise de possession au lieu de revenir avec le bras militaire au Palais comme il auroit dû le faire, pourquoi dis-je est-il allé s'emparer de Krulikarnia. Voici la Clef de l'énigme, Le Sieur Zughéer ayant approfondi la valeur du Palais et ses charges s'est bien tot apperçu que celles cy excedoient celle là, et ne c'est pas soucié d'une vaine faïse dont il ne pouvoit recueillir aucun fruit; il n'a eu garde de revenir a la charge très content d'avoir essuié un refus il s'en est fait un droit contre le C. Tomatis et par le plus bizarre revirement de chicanne il s'est emparé de Krulikarnia: Toute cette demarche est de la plus Complete irregularité. Le Sieur Zughéer pouvoit en voir resulter les plus funestes consequences. Il falloit etre sur un appui superieur pour offer l'hazarder, et en effet Elle a été legitimée par le decret du 13. Janvier.

En fin le Gazettier du Bas Rhin qui dans le N. 12 de ses feuilles avoit rendu Compte de cette injuste proce-

(a) Ce decret a fait une telle impression sur tous les Etrangers qui se trouvent établis à Varsovie, que chacun voudroit se defaire de ses possessions à moitié de Valeur particulierement ceux qui ont des biens fonds sur le terrain de la Ville soumis au jugement personnel de Mgr. le Grand Chancelier, dans la crainte de perdre leurs Possessions, sans prévoir à qui ils pourroient demander justice en pareil cas.



deuxième  
dure, sommé de se retracter par des ordres superieurs l'a fait dans son Nro 20. article de Cleues du 8 Mars.

„ Il dit qu'il peut assurer d'après des meilleurs  
„ instructions que l'assessorie de Varsovie juge avec des  
„ Regles precises et non arbitraires.

Aussi n'est ce point des Regles de l'assessorie que le C. Tomatis s'est plaint, s'est au Contraire de ce que le Chef de l'assessorie, l'a jugé contre les regles prescrites et arbitrairement; l'écrit que l'on vient de lire fait foi que cette plainte étoit fondée. Ce sont les Regles que les Magistrats respectent et non celles qui negligent qui font la sureté du Citoyen; et s'est se jouer de la Confiance publique de vouloir justifier une autorité abusive par les regles qui la condamnent.

Le Gazettier continue. Ceux qui preside actuellement à ce Tribunal sont généralement reconnus pour des hommes très integres, instruits, et appliqués. Le C. Tomatis ne s'est point permis de rechercher s'il a été mal jugé faute d'integrité, d'instruction ou d'aplication il dit et il prouve qu'il a été mal jugé; il se plaint du fait sans examiner si son auteur a été corumpu; ignorant, ou distrait, il a porté ses recriminations par devant l'opinion publique et les motives sans pretendre la fixer à aucune de ses alternatives. Il est bien convaincu que l'une d'Elle lui a fait perdre son procès; mais pour ne point etre lui même un juge temeraire il s'abstient de prononcer là dessus.

„ Mais avançons, le Gazettier poursuit ainsi son  
„ article apologetique; les Particularités du Procès nous ont



„ appris que l'Etranger ayant déjà très considérablement  
 „ profité sur le Palais, n'ayant payé les dettes dont il étoit  
 „ chargé qu'en petite partie et à son choix (a) ayant mis  
 „ empêchement à ce que d'autres Creanciers également bien  
 „ fondés ni fussent admis a enfin été obligé de satisfaire à  
 „ ce que la loi lui imposoit. (b) et qui enfin sa partie  
 „ adverse est aussi un Etranger. &c. &c.

Voilà quatre moyens, de défense en faveur du decret. Le second et le troisieme ont été l'objet d'une discussion antérieure. On a vu que le C. Tomatis ne voulant pas rester propriétaire du Palais préférant de courir le risque de perdre les fl. 500,000, qu'il avoit payé en ayant fait le réces solennel n'a plus été tenu d'en épurer la possession c'est à dire de payer les sommes adjudgées sur ce Palais; aucune loi ne lui imposant la nécessité de payer les charges d'un effet qu'il ne possédoit plus; on a vu encore que l'empêchement mis à la prise de possession tentée par le Sieur Zughéer qui est icy désigné par la qualification de Creancier bien fondé (ce que Mgr. le Grand Chancelier a

(a) Aussi-tot que le C. Tomatis a rendu le Palais aux Creanciers, il n'étoit plus obligé de payer aucune de ses charges, le C. Tomatis ne pouvoit choisir, admettre ni renvoyer aucun Creancier puisque tout le Palais étoit rendu aux mêmes creanciers pour être colloqués par le juge et c'est Mgr. le Grand Chancelier lui même qui les a choisis par son decret du 13 Janvier; si le Sieur Zughéer avoit des droits pourquoi ne l'a-t-il pas choisi? et s'il n'en avoit pas pourquoi lui a-t-il donné Krulikarnia?

(b) Loi de nouvelle creation de Mgr. le Chancelier qui ordonne de payer ce que l'on ne doit pas. *Solvat non quia debet, sed quia habet.* Dans le monde entier il n'y a point de loi qui ordonne de payer ce que l'on n'a point reçu et ce que l'on n'a point reconnue devoir. Dans quel code Mgr. le Chancelier l'a-t-il trouvée.



Contredit en excluant le Sieur Zughéer du nombre des Creanciers aux quels il a adjugé le Palais) on a vû dis-je que cet empechement avoit eu pour auteur les Cocreanciers deja en possession du Palais et non le C. Tomatis et qu'ainsi les Consequences de cet empechement, s'il en étoit devoient tomber sur ceux là et non sur celui cy parceque nul ne doit estre puni pour le fait d'un tiers que les loix n'ont pas mis sous sa garde. Il nous reste donc maintenant a discuter la premiere et la derniere des Circonstances alleguée icy en faveur du decret.

Le C. Tomatis ayant deja gagné considerablement sur ce palais. &c. ainsi debutte l'apologiste. Voyons ce qu'il a gagné.

Le C. Tomatis a acheté le Palais en question du P. Poninski et l'a payé fl. 500,000, le fait est prouvé juridiquement: 1mo. par une quittance regale avoué par le vendeur. 2do. par un serment solemnel, superflu et abusivement exigé du C. Tomatis. 3tio. par un decret du même jugement de la Ville qui ordonne au P. Poninski la restitution des fl. 500,000, qu'il a reçu.

Capital payé au P. Poninski il y a trois ans	fl 500,000
Interets de cette somme selon la loi	fl 105,000
Reparations et impositions publiques que le C. Tomatis a payé	fl 12,000
(a) au Sieur Rogensrau pour les funerailles de feu Mr. Młodziejowski par decret	fl 15,600

- (a) A la fin de ce memoir on trouvera la note de tous les dits dommages. Ce même Zughéer qui agit avec autant de violence pour exiger le payement d'une somme que le C. Tomatis ne lui a jamais dû; Ce même Zughéer dis-je doit à un valet de chambre du même C. To-



Au Sieur Kaufman par decret de Mgr. le Grand Chancelier	
pour fraix de Procès qu'il a fait contre le dit Palais	fl 3, 200
Plus par le même decret au nommé Berezezky	fl 800
Plus par le même decret aux Frères de charité	fl 800
Plus pour fraix de Chancelleries procedures et avocats au	
de la de ducat 600	fl 11, 800
Plus ce que le decret de Mr. le Grand Chancelier ordon-	
ne au C. Tomatis de payer au Sieur Zugheer Capital	fl 104, 000
Plus pour Interests de cette somme	fl 21, 840
Plus effets éportés et domages Caufés par le Sieur Zug-	
heer tant à Krulikarnia (b) qu'à d'autres possessions	
du C. Tomatis,	fl 190, 300

---

fl 964, 340

Ce sont fl. 964, 340. que l'aquisition de ce palais a enlevé au C. Tomatis, ou sont maintenant ses suretés et la certitude de son remboursement ?

Le decret de la ville l'autorise à reprendre cette somme du P. Poninsky. Mais c'est un fait trop connu que la fortune de ce Ministre est pour le moment tellement embarrassée que sa meilleure volonté ne suffit pas pour l'arrangement des affaires qui la travaillent; à peine peut-on

---

matismomnéThaudenthal plus de soixante milles Florins je dis f. 60000 pour ses propres dettes dont en grande partie des lettres de changes signées par lui et par sa femme Eva Zugerowa ce pendant le pauvre valet de chambre de puis long tems plaide sans pouvoir parvenir à obtenir son payement qu'il élude toujours par des nouvelles chicanes. Et le 9 May ayant obtenu un jugement contre lui il est allé pour saisir au moins ses meubles, mais il a encore trouvé moyen de l'en empêcher.

(b) Quoique le C. Tomatis a été obligé de payer cette somme par decret; Mgr. le Grand Chancelier a refusé de colloquer cette somme sur le Palais.

aujourd'hui entrevoir l'époque éloignée et douteuse où Elles  
seront épurées & débrouillées.

Où sont donc les profits immenses dont l'acquisition  
du Palais a été pour le C. Tomatis l'occasion et le moyen ?  
nous n'y voyons jusqu'à présent qu'une portion de sa  
fortune égale à la somme de fl. 964, 340. très hasardés et  
très incertaine. Si quelqu'un étoit curieux de partager  
de tels profits le C. Tomatis; fera sans doute prêt d'en-  
trer en négociation avec lui je crois qu'il fera même plus il  
cedera en entier tous ceux non seulement qu'on pourra lui  
prouver, mais, même la valeur de ceux qu'on imagine  
tels qu'on puisse les supposer pourvu qu'on lui rende ce qu'il  
prouvera juridiquement avoir payé réellement pour la pro-  
priété de ce palais; et le juge qui de son Chef auroit pu  
prendre pour principe de son décret le soupçon que le C.  
Tomatis a profité considérablement sur ce Palais; ce Juge  
dis-je auroit ignoré les Elements de ses devoirs en substi-  
tuant à la sainteté des documents des ouïs dire, des tra-  
ditions suspectes des vaines notions populaires.

Mais telle est malheureusement la manie de quelques  
hommes que le hazard appelle de tems en tems aux Gran-  
des Places, ils prétendent reformer de leur Chef sur les  
principes d'une équité speculative les règles sûres & ri-  
goureuse du droit et renversent ainsi la base de la société et  
de la sûreté Publique. Enfin il est dit dans l'article de  
la Gazette que nous annalisons „ la Partie adverse du C.  
„ Tomatis est aussi un Etranger, le quel a autant que tout  
„ autre droit aux bons effets de la justice en Pologne.



Sans doute le Sieur Römer sous le nom de qui la Procédure a été conduite est un Etranger et cela dans toute l'Etendue du Terme; car il étoit autant Etranger à la Cause qu'à la Pologne. Un Acte simulé lui ayant transporté les Pretensions et du Duc de Courlande et du Sieur Zugheer,

Mais le P. Poninski à la Place de qui on a rendu injustement & arbitrairement le C. Tomatis debiteur, est-il un Etranger? quelqu'un qui ne l'est assurément pas non plus c'est celui à qui le Duc de Courlande a promis les fl. 54,000. que le decret lui assigne sur les biens du C. Tomatis (a) Il y auroit encore dans cette affaire une infinité d'observations à faire et de Contradictions à relever; cependant il faut se borner et il faudroit finir; mais l'ouvrage resteroit incomplet, et s'il doit rendre Compte des decrets oppressifs émanés de Mgr. le Grand Chancelier contre le C. Tomatis il ne faut point passer sous silence celui qui l'a condamné à six semaines de tour pour avoir voulu se plaindre du decret du 13 Janvier 1783, Voici le fait.

Le C. Tomatis tourmenté par le sentiment de la perte enorme de fl. 964,340. qu'il esuyoit pour avoir eu le malheur de transiger de bonne foi pour un Palais avec le P. Grand Tresorier de la Couronne de Pologne et de perdre encore de plus sa Maison de Campagne par un jugement le plus extraordinaire et des plus injuste de Mgr. le Grand Chancelier de la Couronne de Pologne Comme si ces deux Ministres Polonois Chefs de deux tribunaux supremes se

---

(a) Par egard à Mgr. le Duc de Courlande je me dispense de le nommer icy.

fussent donné le mot et par une collusion affreuse eussent formé le noir project de ruiner et de depouiller, un Etranger.

Le C. Tomatis ne pouvant se persuader d'après l'opinion de tout ce que le buureau a de Gens de loix instruits que Mgr. le Grand Chancelier eut prononcé avec, connoissance de Cause suffisante ne pouvant se persuader qu'il est deja assez malheureux pour avoir subi la perte de fl. 500,000 qu' il ne sçait comment retirer des mains du P. Grand Tresorier Mgr. le Grand Chancelier voulut encore de plus le punir de son imprudence pour s'etre laissé abuser par le Ministre Grand Tresorier son Collegue voulut-dis-je encore l'accabler en le depouillant de Sa Maison de Campagne (a) chercha à faire passer quelque rayons de lumiere sous les yeux de ce Magistrat.

Il n'ignoroit pas que les Jugements de l'asseffoire sont sans appel; mais il espera qu'un memoire porté sous les yeux du Chef de ce Tribunal ammeneroit peut-etre à la suite quelque retour, quelque biais qui sans etre une retractation formelle en auroit cependant les effets. C'est dans cette vue que le memoire suivant fut composé. On en retranche la partie historique deja connue et l'on va transcrire fidelement celle qui doit contenir le Corps du delit

„ On dit que le decret de Mgr. le Grand Chancelier est sans appel; mais le C. Tomatis en appelle à la „ delicatesse et l'honneur du Roy comme Chef de la justice et de toute le nation Comme Protecteur des Opprimés. Il en appelle à l'illustre Conseil.

(a) Qui a cout dé au C. Tomatis plus de 25. milles ducats.



„ Permanent composé de tant de perſones respecta-  
„ bles conſomées dans la connoiſſance des loix de leur  
„ pays dans l'eſperance qu'elles voudroit bien ſuspendre  
„ l'execution ordonné et particulierement qu'elles voudront  
„ bien decider. Si par un jugement porté par Mgr. le Grand  
„ Chancelier dans le regiſtre Magdebourgenſis: où il a  
„ jugé ſeul ſans aſſeſſeurs et où il n'a droit, de juger que les  
„ biens ſoumis à la ville comme le palais ou puiſſe ſaiſir les  
„ biens terreſtres de Krulikarnia? C'eſt une deciſion qui  
„ doit intereſſer toute la Nation puiſque dorenavant  
„ par ce *præjudicatum*. Mgr. le Grand Chancelier pourra  
„ donc juger ſeul ſans aſſeſſeurs tous les biens de la nobleſſe.  
„ Il en apelle encore à l'honneur de toute la nation qui  
„ quant elle ſera aſſemblée en diette il eſpere ne perme-  
„ tra pas que toute l'Europe ſoit temoin qu'un etranger dans  
„ leur pays aye été depouillé de ſon bien contre toutes les  
„ loix du Royaume et naturelles. Il en apelle à tout  
„ l'illuſtre corps de LL. EE. MM. les Miniſtres etrangers  
„ qui reſident à Varſovie et qui preſque tous ont eu la  
„ bonté de faire des representations à Mgr. le Grand Chan-  
„ cellier ſur la juſtice de la Cauſe du C. Tomatis mais in-  
„ fructueuſement. LL. EE. qui conoiſſent les loix de tant  
„ de nations peuvent juger facilement de l'illegalité naturelle  
„ de ce jugement. Il eſpere qu'étant ſur les lieux infor-  
„ més par les gens de loix elles voudront bien lui donner des  
„ atteſtas de la maniere illegale dont il a été depouillé de  
„ ſon bien. Il en apelle à tout le public juge toujours im-  
„ partial aux perſonnes tout en place que particulieres et il  
„ eſpere auſſi qu'elles voudront bien lui donner des atteſtats  
„ que ſon bien a été ſaiſi illegalment.

„ Enfin il en appelle à S. E. Mgr. le Grand Chancelier lui même sans la moindre intention de l'offencer mais seulement comme une consolation charitable qui lui demande de pour la perte de son bien le prie tres respectueusement de vouloir lui motiver quelles sont les loix du Royaume qui l'ont autorisé a saisir les biens d'un étranger qui ne doit rien et qui est déjà assez malheureux et puni d'avoir hazardé fl 500,000. qu'il a donné pour le palais et que les Creanciers de feu Mgr. Młodziejowski viennent de reprendre.

Le memoire achevé le C. Tomatis avisa au moyen de le faire parvenir au Roy a Mgr. le Grand Chancelier a Mrs les Ministres étrangers il n'en imagina pas de meilleur que d'ordonner de l'imprimer. Comme l'imprimeur ne peut imprimer sans la permission de Mgr. le Grand Chancelier qui est le censeur supreme de la presse, le manuscrit devoit necessairement venir a la conoissance de ce Magistrat; ce qui arriva comme il avoit été prévu: mais l'effet ne répondit pas aux vûes de l'auteur. Mgr. le Grand Chancelier outré et affecté des consequences de cet écrit au lieu de songer a reparer le mal qui causoit la plainte pris le parti violent d'écraser entierement sa victime par un coup d'autorité. (a) Il lui fait aussi-tot intenter un Procès par

- (a) Tous les coups d'autorité que Mgr. le Grand Chancelier pourra faire ne le sauveront jamais de la tache qui il a fait a sa reputation par ce jugement; au contraire ils la chargeront toujours d'avantage. Il doit motiver des loix, ou produire des documents qui prouvent que le C. Tomatis est debiteur du Sieur Zugheer; alors il aura l'approbation du Public. C'est un juge au quel même les despotes les plus puissants sont soumis, et si Mgr. le Grand Chancelier souhaite scavoir ce qu'il pense sur son jugement porté en fa-



un delateur à ses Gages qu'il choisi entre ses domestiques (b) il en est lui même le Juge et la partie, et par son decret du 8. fevrier il condamne le C. Tomatis à six semaines de tour. Comme la rigueur de la sentence porte sur l'insulte pretendue fait a Mgr. le Grand Chancelier en appellant de son decret il faut examiner la nature de cet appel.

Pleusieurs circonstances doivent concourir a former un appel serieux réel et juridique; Il faut que le tems, les lieux, les formes soyent observées sans qui il est nul. C'est un acte irregulier et sans effet dont les loix ne tiennent compte ni en bien ni en mal.

Le tems, le lieu, ni les formes ne donnent au memoire du C. Tomatis aucunes des qualites d'un appel. Ce mot n'y est point employé dans un sens juridique; le C. Tomatis dit, j'en appelle au Roy a la Nation aux Ministres etrangers, a tout l'univers &c. qui ne voit que cette expression est figurée et ne veut dire autre chose si non je fait part de mon injure au Roy a la nation &c. &c. Cette tournure est l'expression vive d'un coeur déchiré par le sentiment de l'injustice, mais en suposant qu'il y eut dans le me-

veur de Zugheer, il n'a qu'à envoyer secretement dans les Maisons de tous les etrangers, de tous les Gens de loix dans toutes les Maisons publiques, enfin chez tous les Gens honêtes et instruits, il apprendra ce que l'on ne lui dit pas a lui même par respect pour sa charge

(b) Le Sieur Bombrowsky son Secretaire neveu de ~~TAYLOR~~ ~~son amant~~ ~~son ami~~ et l'ancien compagnon du Sieur Zugheer et dans le fond a été la Principal auteur de tout ce scandale par les mauvais Conseils et les fausses demarches dans les quelles il a entraîné Mgr. le Grand Chancelier et le plus intéressé a desirer que le Duc de Courlande soit au plus-tot satisfait des fl. 54,000.

moire du C. Tomatis des injures réelles et infiniment plus graves, dans quel cas la loix auroit elle pû le punir ? C'étoit après la publication. Un écrit qui n'est pas repandu n'est qu'une pensée. La pensée ne peut avoir de Censeur que le pretre dans le Confessional et non le juge dans les Tribunaux. Les Vrais Principes de la jurisprudence sont trop attentifs à ne pas traiter legerement, des biens, de la vie, et de la liberté du citoyen pour l'exposer sans un corps réel de delit. Un écrit non publié n'est pas un corps de delit ; mais dirat-on l'intention de l'auteur étoit qu'il fut imprimé. Je repond qu'on ne punit pas l'intention de la peine dû à l'acte même ; milles choses peuvent arreter un homme qui n'a pas encore executé une action meditée. Un retour un remord peuvent le retenir, et alors vainqueur de la passion qui l'égaroit il rentre dans les droits de l'innocence, appliquons ce principe au cas present. Suposons que cet écrit soit injurieux ( ce qui n'est pas ) le C. Tomatis pouvoit l'avoir composé dans ces premiers moments de passion et d'audace aux quels succedent bientôt d'autres moment de calme et de sagesse. Si Mgr. le Grand Chancelier vouloit absolument punir il devoit le laisser imprimer et repandre ; alors il eut été sur d'avoir sevi contre un delit réel et non imaginaire. Ce n'est pas tout. Faux que l'intention du C. Tomatis fut de publier et repandre cet écrit son but unique étoit, de faire passer son memoire par l'imprimeur à Mgr. le Grand Chancelier.

Il est si vrai que telle à été l'intention du C. Tomatis que lorsque l'imprimeur lui representa qu'il ne pouvoit mettre l'écrit sous presse sans la permission de Mgr. le Grand Chancelier. Le C. Tomatis loin de l'en detourner



lui ordonna de se hater de le faire, si on avoit voulu publier un libelle, si on avoit eu pour but la vengeance d'une injure on ne se seroit pas adressé à la presse dont Mgr. le Grand Chancelier est Censeur. En dix jours une presse frontiere eut imprimé et rependue de milliers de feuilles noircies d'ancre et de venin, mais encore une fois ce n'étoit pas l'intention de l'auteur; il vouloit se plaindre du jugement à son juge, au Roy lui prouver combien il étoit lezé et sur tout obtenir quelque redressement a la procedure qui ajoutoit fl. 125840. aux fl. 500,000 qu'il avoit déjà payé et qu'il a à repeter du cahos de la fortune du P. Poninsky. (1)

Si dans le memoire du C. Tomatis on a remarqué des traits d'une sensibilité exaltée, et ce desordre qui caractérise les impressions vives et profondes, il faut scavoir pour sa justification que le decret de Mgr. le Grand Chancelier ne lui a pas seulement enlevé fl. 125840. qu'il est toujours bien facheux de payer quand on ne les doit pas mais que ce decret l'a depouillé d'une terre l'object de toutes ses affections. Krulikarnia est un lieu charmant par sa situation et les accidents naturels dont on a tiré parti a grand fraix.

Le C. Tomatis y bâtissoit une maison dont tous les murs étoient faits, et qui devoit dans le cours de cette an-

---

(1) Le decret de condamnation a la Tour est resté sans execution par la seule bonté et justice du Roy qui a empêché Mgr. le Grand Chancelier de pou suivre d'avantage sa vengeance; et ce que l'on a debité qu'il avoit exigé du C. Tomatis six cents ducats pour le dispenser de l'execution de son decret est une pure calomnie, il n'en a couté au C. Tomatis que fl. 800. que Mgr. le Grand Chancelier l'a obligé de payer aux Freres de charité.

née etrè achevée et habitée. (a) Il avoit planté le terrain qui l'entouré de tout ce que les pays etrangers avoient pû lui fournir d'arbres rares et precieux. Une collection des fleurs d'Hollande les plus rares ornoit les parterres, des pieces d'eau construites a grands fraix et remplies des poissons les plus beaux et les plus rares tant du pays qu'etrangers. (1) Une ferme a l'etrangere dirigée par des Gens appelés des Montagnes de l'Italie donnoit un nouveau pris a ce beau local (2) quiquonque connoit a quel point le travail, les soins, et la depense affectionent, combien l'arbre qu'on a planté nous est cher, combien on attend avec impatience le moment d'habiter la maison qu'on a battie Quiquonque connoit par experience la nature et la force de ses sentiments qu'il soie le juge de ce que le C. Tomatis a dû

D 2

(a) Le Sieur Zugheer a fait de ce bel androit un Cabaret publique, le C. Tomatis cependant a voulu continuer et fournir tout l'argent necessaire, pour finir le dit battiment, mais le Sieur Zugheer s'y est opposé et en a fait chasser les ouvriers, le C. Tomatis c'est adressé a tous les jugemens possibles, au Grod aux jugemens terrestres, mais le Sieur Zugheer par la protection de Mgr. le Chancelier a toujours trouvé moyen de faire evoquer la ditte cause à Mgr. le Grand Chancelier lui même de sorte que cet Empechement à causé une nouvelle perte de plusieurs milliers de ducats au C. Tomatis sans Espoir de pouvoir obtenir une meilleure justice contre le Sieur Zugheer puisque c'est encore Mgr. le Chancelier qui doit juger.

(1) Le Sieur Zugheer a fait perir presque tous les arbres & sur tout les fleurs en empechant les jardiniers qui sont payés par le C. Tomatis de les aroser et de les cultiver, a fait detruire tous les poissons eu les faisant pecher pendant la nuit et les a fait vendre au marché publique.

(2) Le Sieur Zugheer a chassé tous ces Gens et a detruit tous ces etablissements, a la fin de ce memoire ou trouvera la notte de la somme énorme a quoi se monte les damages causés par le Sieur Zugheer.



éprouver lorsque on lui a enlevé sa terre pour une dette a la quelle il étoit absolument étranger. Sur tout qu'il juge combien il étoit encore affreux d'être de plus condamné a la tour pour s'être plaint d'une telle injustice en termes énergiques mais respectueux. (a)

(3) Mgr. le Grand Chancelier a poussé si loin son animosité contre le C. Tomatis que non content de lui avoir enlevé injustement sa terre, de l'avoir condamné a la tour pour avoir voulu se plaindre est allé lui même en personne plusieurs fois se promener au nouveau cabaret établi a Krulikarnia pour en examiner avec plaisir toutes les devastations que le Sieur Zugheer y faisoit a la suite de son jugement, et nomement le 26 May tout le public a été extrêmement surpris et scandalisé d'y voir Mgr. le Grand Chancelier Eveque de Posnanie se meller pendant trois heures avec le peuple dans cette nouvelle Zleirghette entretenu publiquement les juges du Grod qui s'y étoient rendus au sujet de quelque querelle entre, les domestiques et ajouter par sa présence l'insulte a tous les meaux qui il a causé au C. Tomatis.

(a) Ce despotisme de Mgr. le Grand Chancelier est d'autant plus affreux qu'il n'en existe de pareil chez aucune nation. Qu'un seul Magistrat puisse disposer en dernier ressort, des biens, de la liberté, et de la vie des citoyens. Quand le Grand Inquisiteur d'Espagne juge il ne peut juger qu'assisté de sept Conseillers au moins. L'on exécute ordinairement ses decrets mais il est du moins permis aux citoyens condamnés de se plaindre s'ils se croient lésés, et de tâcher d'en obtenir des reparations sans qu'on puisse les punir d'avantage, chez les nations orientales les visirs peuvent dépouiller les citoyens de leurs biens et de leurs vies arbitrairement mais ils sont retenus de commettre des injustices, par la crainte de les payer de leur tête, et les opprimés ont souvent la douce satisfaction de voir exposer la tête de leurs oppresseurs; Mais Mgr. le Grand Chancelier de Pologne peut tout faire sans avoir rien a craindre, le citoyen dépouillé n'a aucun moyen d'obtenir la moindre réparation de ses injustices; & ce Magistrat passe les nuits les plus tranquilles sans la moindre crainte ny inquietude. Il est étonnant qu'une nation aussi jalouse de sa liberté que la notre puisse supporter une autorité aussi arbitraire et oppressive. Cela prouve combien elle est opprimée par ses propres Magistrats; mais il est encore plus étonnant que toutes les Puissances voisines tardent d'avantage a se servir de

Jusque icy l'auteur de cet écrit n'a discuté la matière qu'en jurisculte, il va l'envisager dans les Consequences comme politique et comme Patriote, sous ce point de vuë il ne peut se dispenser de concevoir quelque allarme des suite que la publication de cette affaire peut avoir.

Que pensera - t - on de notre pays, de la politesse et de l'accueil que nous accordons aux étrangers en voyant l'un deux victime des erreurs de nos ministres, et des chefs de notre justice? nous sommes deja decriés chez nos voisins pour les irregularités et les vices de notre gouvernement et de notre legislation, faut - il encore leur donner par un decret imprudent le droit de croire leur opinion justifiée; et cette opinion n'est pas de celle, qui n'ont que des consequences éloignées. Dans l'etat de foiblesse ou nous sommes pour faire respecter les emanations de nos tribuneaux et de nos diettes nous devons trembler de donner a la force qui nous entoure le pretexte et le droit de s'ingerer dans nos affaires et de demander avec hauteur & menaces les reparations des fautes de notre administration. Toutes ces vûes saines & Generales ont disparu devant des petites passions particulieres (a) L'honneur de la nation est compro-

tous les moyens les plus prompts et les plus efficaces pour assurer les biens et les personnes de leurs sujets qui par différentes circonstances se trouvent établis dans les domaines de la Republique. ---  
(a) Ces Passions ont été d'une telle force qui elles ont empêché Mgr. le Grand Chancelier d'écouter les insinuations que sa Majesté le Roy a daigné lui faire faire par Mgr. le Palatin de Masovie pour que ce Procès fut jugé selon les formalités de la jurisprudence et les loix du Royaume; l'ont empêché d'écouter celles que lui a fait de bouche et par écrit S. E. Mgr. le Comte de Stakelberg Ambassadeur de Russie qui dans toutes les occasions toujours se montre le Protecteur des étrangers de telle nation qu'ils soyent. L'ont em-





politiques et les effets elloignés peut-estre dis-je lui apporteroit-il exclusivement apres avoir lû le présent memoire de se faire informer par les Gens de loix l'injustice faite par Mgr. le Grand Chancelier est réellement aussi grave et aussi oppressive qu'elle vient d'être exposée et ensuite de chercher par sa haute entremise les moyens de laver la tache imprimée sur un tribunal qui est appelé le Sien. (a) Elle daignera se rappeler que tout sujet a droit d'implorer la protection de son Souverain quand il est opprimé, que le C. Tomatis a l'avantage d'être sujet de Sa Majesté l'Empereur ce par sa naissance et par une partie de sa fortune fixée dans ses états et que l'article VI. des stipulations séparées du traité de 1775. porte que S. M. le Roy et la Republique de Pologne promettent de prendre des arrangements efficaces pour qu'il soit toujours administrée une bonne et prompte justice aux sujets de S. M. l'Imperatrice Reine de Hongrie et de Bohême S. M. le Roy en accordant efficacement sa Protection pour que la justice soit rendue dans cette affaire ne fera donc que remplir les engagements qu'il a contractés et prévenir le moment ou assi au milieu de tous les représentants de sa Nation il en fera requis publiquement.

- (a) S. M. peut consulter tant de personnes qui sont dans son Coseil remplies de connoissances et de probité telles que Mgr. le Chancelier Kreptowitz, Mr. le Mâl Racinsky Mgr. le Castellan de Wilna, Mgr. le Chancelier Matahowski même; et tant d'autres tous malgré les egards qui doivent à Mgr. le Grand Chancelier leur confrere cependant diront la verité. Parmi les Gens de loix Mr. Scierowsky, Mr. Rogalsky, Mr. Bacinsky, Mr. Rzonkowski et Mr. Sowinsky même quoique il ait été l'avocat de la partie adverse tous ne pourront se dispenser de convenir que Mgr. le Grand Chancelier ne pouvoit ordonner au C. Tomatis de payer les Prætentions du Sieur Zugheer sans lui en assigner la valeur équivalente sur le palais. ---



Son haute entremise pourra sauver a la fois, l'honneur de la Nation compromis, celui de ces deux Ministres, (a) et l'etranger opprimé,

Notte des Pretentions du C. Tomatis Contre le fleur Zugheer pour les domages causés tant a sa Mailon de Campagne nommée Krulikarnia qu'a différentes autres Possessions.

1 <sup>mo</sup>	Pour 50 chainnes, de fer qu'il à fait enlever qui servoient pour les bestieaux à f.		
	16. la piece .....	fl.	800
2 <sup>do</sup>	Pour une vache Hollandoise qu'il à pris	fl.	216
3.	Pour 13. Veaux nés de Vaches hollandoise à 36 .....	fl.	468
4.	Pour 5968. livres de fromage qu'il à faisi dans la fabrique à fl. 2. ....	fl.	11936
5.	Pour 2. grands tas de foin à 25. ....	fl.	900
6.	Pour 200 choques d'asperges pris - à fl. 6. ....	fl.	1200
7.	Pour tous les fleurs que tant lui que le peuple ont Enlevées et devastés .....	fl.	2000
8.	Pour le Parkan et différentes Portes qu'on à Enlevées et Brisées .....	fl.	1200
9.	Pour différents domages et destructions causées aux Meubles en faisant auberge ....	fl.	4000
			<hr/> 22720

(a) Et ce sont deux Ministres d'une Nation libre et policee dans le dishuitieme Siecle a peine pourroit! on s'attendre a des poreils procedés de deux Ministres de Tunis ou d'Alger ancore trouveroit-on moyen d'y mettre ordre.

- |     |  |     |       |
|-----|--|-----|-------|
| 10. | Pour differents dommages causés aux Batiments, murs, cascade, bassin et Prerie . . . . .   | fl. | 3000  |
| 11. | Pour avoir fait pecher et emporter pendant la nuit 2000 grandes carpes mises dans les Bassins, depuis trois et quatre ans a fl. 4. . . . .   | fl. | 8000  |
| 12. | Pour plus de 6000. differents autres Poissons à fl. . . . .  | fl. | 6000  |
| 13. | Pour differents autres poissons curieux et rares . . . . .   | fl. | 1800  |
| 14. | Pour une année de ferme des revenus qui se trouvent à Krulikarnia comme plusieurs fermiers out offert même juridique-<br>ment . . . . .  | fl. | 9000  |
| 15. | Pour 282. arbres frutiers de france plantés depuis 3 et 4. ans que le sieur Zughéer à fait perir en empechant les jardiniers de les cultiver et aroser à 36 fl. . . . .                                | fl. | 10152 |
| 16. | Pour 720. vignes d'Italie plantés depuis trois et quatre ans qu'il à de même fait perir en empechant les jardiniers de les soigner et de les aroser avec des soldats armés de fusils à fl. 6 . . . . . | fl. | 4320  |
| 17. | Pour plus de 6000. arbres enotiques et autres de toute espece qu'il a de même fait perir - à fl. 1. la Picee . . . . .   | fl. | 6000  |
| 18. | Pour differents profits qu'il à tiré de la basse cour Pigeonier legumes et paturages des beufs passants . . . . .  | fl. | 800   |

IO9744



- |  |     |       |
|--|-----|-------|
| 19. Pour avoir expressement fait gatter differentes sources et dignes dont la reparation coutera au moins.....       | fl. | 20000 |
| 20. Pour differents fer, poutres planches et bois de construction enlevés du nouveau batiment.....                   | fl. | 3000  |
| 21. Pour les domages causés au nouveau palais en empechant de le continuer suivant l'estimation des architectes..... | fl. | 30000 |
| 22. Pour 100 chariots de foin pris dans les preries de Krulikarnia a fl. 12.....                                     | fl. | 1200  |

Ce que le Sieur Zugheer a pris a Krulikarnia ou il a le decret, monte..... a fl. 125992

Mais le Sieur Zugheer ne c'est point contenté de prendre ce que le decret lui avoit adjugé, il a envahi encore d'autres possessions du C. Tomatis qui n'étoient et ne peuvent pas étre en aucune façon soumises aux jugement de Mgr. le Grand Chancelier.

*De Krulikarnia.*

- |  |     |       |
|--|-----|-------|
| 1. Sur le fond de Mokořow hereditaire que le C. Tomatis possède par droit de tradition et qui n'est en aucune façon soumis au jugement de Mgr. le Grand Chancelier un cabaret et une brasserie dont il c'est emparé par violence et a chassé avec des Soldats armés de fusils les Gens de service du C. Tomatis et dont le revenue est de..... | fl. | 20000 |
| 2. Pour tous les ustensiles qu'il a fait gatter et disperser dans la ditte brasserie.....  | fl. | 2000  |
|  |     | 22000 |

Retro 22000

3. Pour 3. chevaux qui il a fait enlever avec leurs arnois a 15. Ducats la Piece . . . . . fl.	810
4. Pour un Grand Chariost qu'il a enleué. . fl.	180
5. De plus il s'est emparé des Briqueries dans les quelles il y avoit 150 milles briques deja cuittes a fl. 32. . . . . fl.	4800
6. 70. milles tuilles deja cuittes a fl. 90. . . . . fl.	6300
7. 200. milles briques faittes et non cuittes a 8 fl.	3600
8. 40. milles tuilles faittes et non cuittes a 60 fl.	2400
9. Dans les sus dittes briqueries l'on fabriquoit chaque année 100. milles thuelles qui donnoient un profit de. . . . . fl.	4400
10. De plus on fabriquoit 6000 milles briques qui donnoient un profit de. . . . . fl.	9000
11. Pour le cabaret des dittes briqueries suivant les anciens contracts . . . . . fl.	1800
12. Pour loger d'une Maison avec une ecurie murée et un jardin. . . . . fl.	400

De plus le Sieur Zugheer a pris d'une autre possession que le C. Tomatis tient de S. E. Mgr. le C. de Brüll Grand maitre d'artillerie.

13. En differents bleds qu' il a fait enlever de Granges et vendre. . . . . fl.	3400
14. Pour un jardin dont il s'est emparé de force deriere le terrain de S. E. Madm. la Palatine de Podolie qui fournissoit tous les legumes. . . . . fl.	2000
	60090



Retro 60090

15. Pour une nouvelle prairie que le C. Tomatis a aquis posterieurement au decret de Mgr. le Grand Chancelier des R. R. SS. Carmes sur le fond hereditaire de Zopper avec quelques pieces de terres labourables dont le Sieur Zugheer c'est empare de violence en chassant les ouvriers du C. Tomatis. . . . . fl. 1800
16. Pour loyer des Granges dont le Sieur Zugheer s'est empare ce qui a obligé le C. Tomatis d'en battre d'autres ailleurs pour ses propres bleds. . . . . fl. 400
17. Pour 60. chariots de foin que le Sieur Zugheer a coupé deriere les briqueries et autres prairies a fl. 12. . . . . fl. 720

---

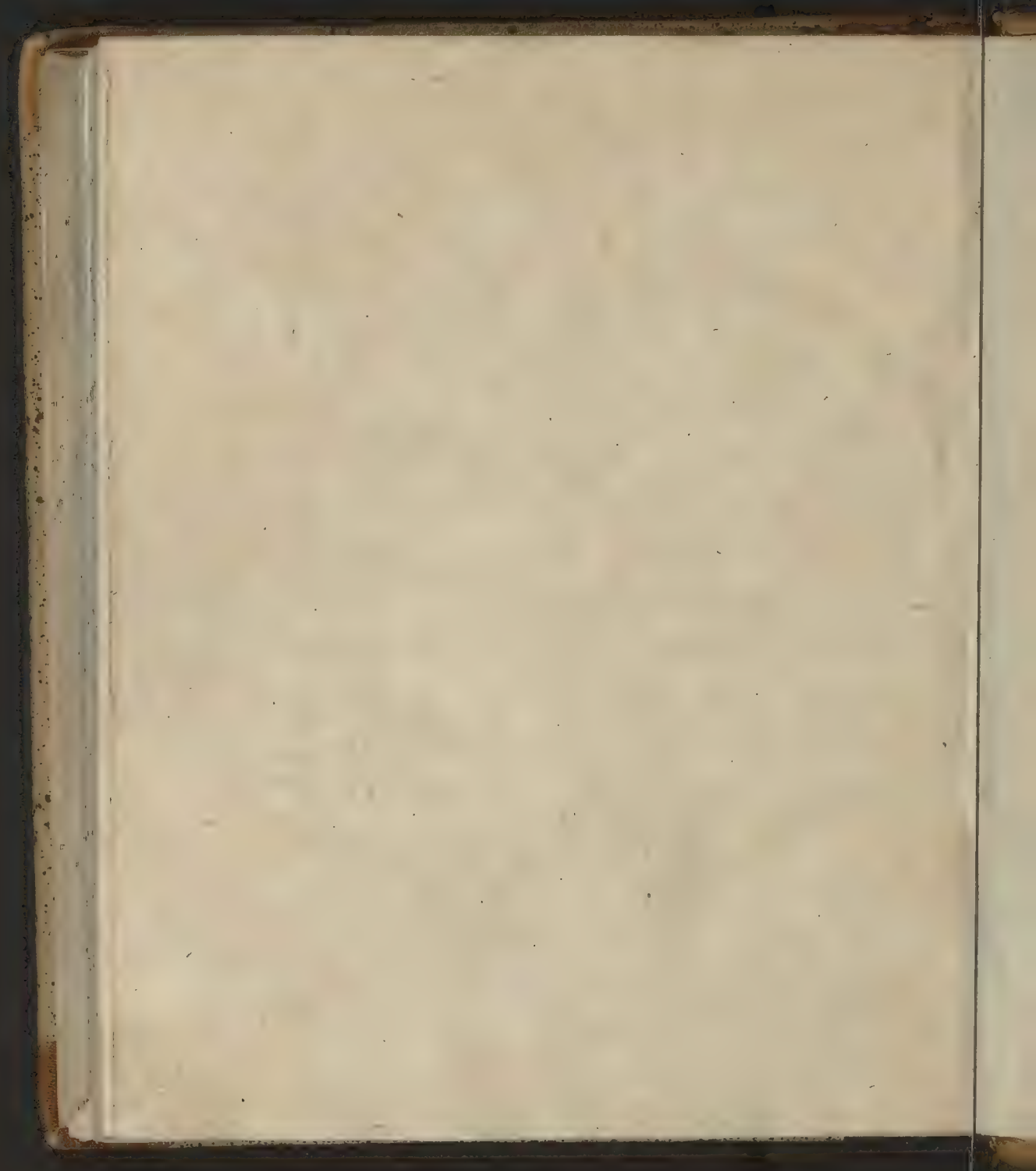
Total Summa fl. 190, 302

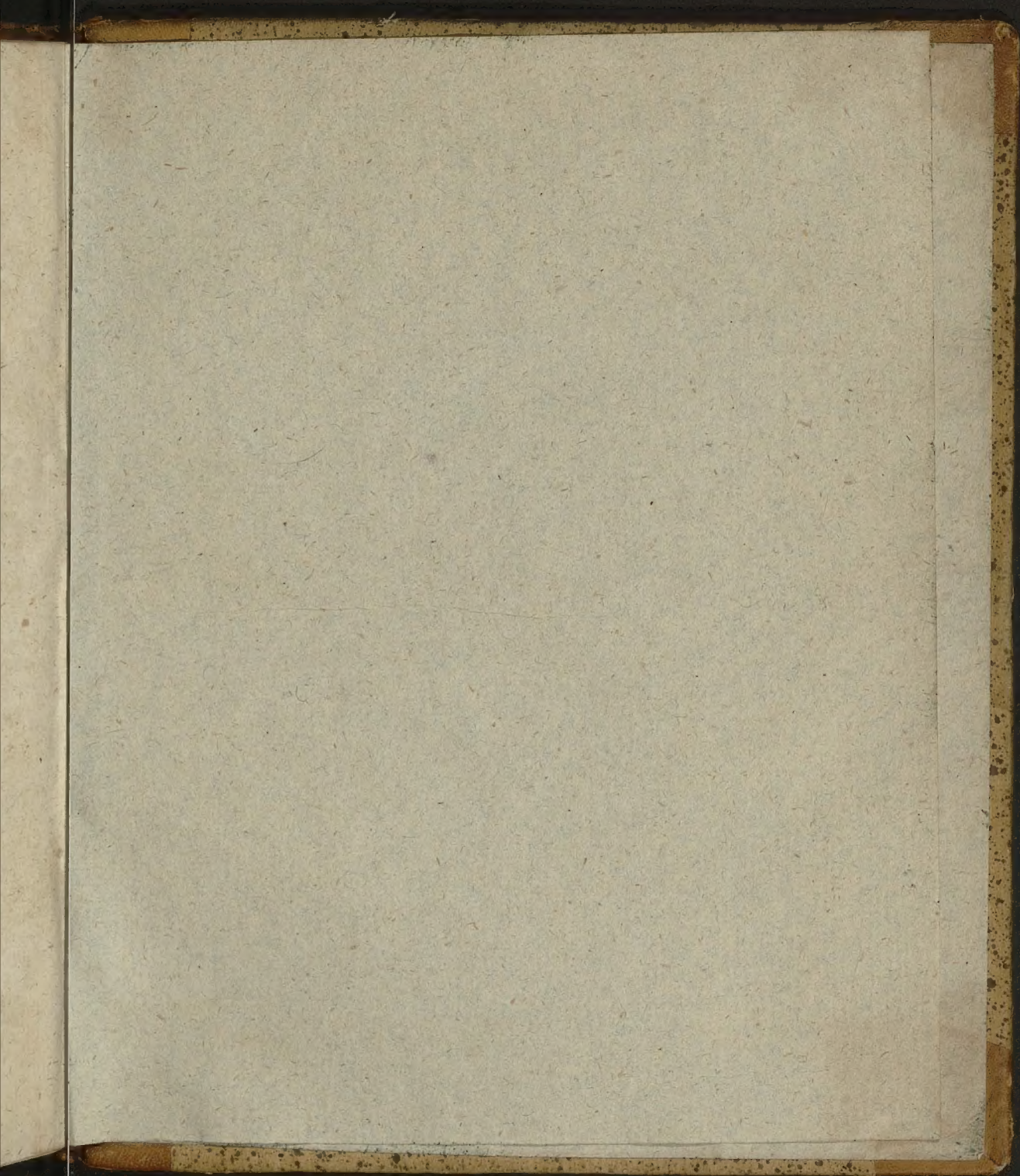
---

o-  
fig  
el-  
o-  
gc  
m

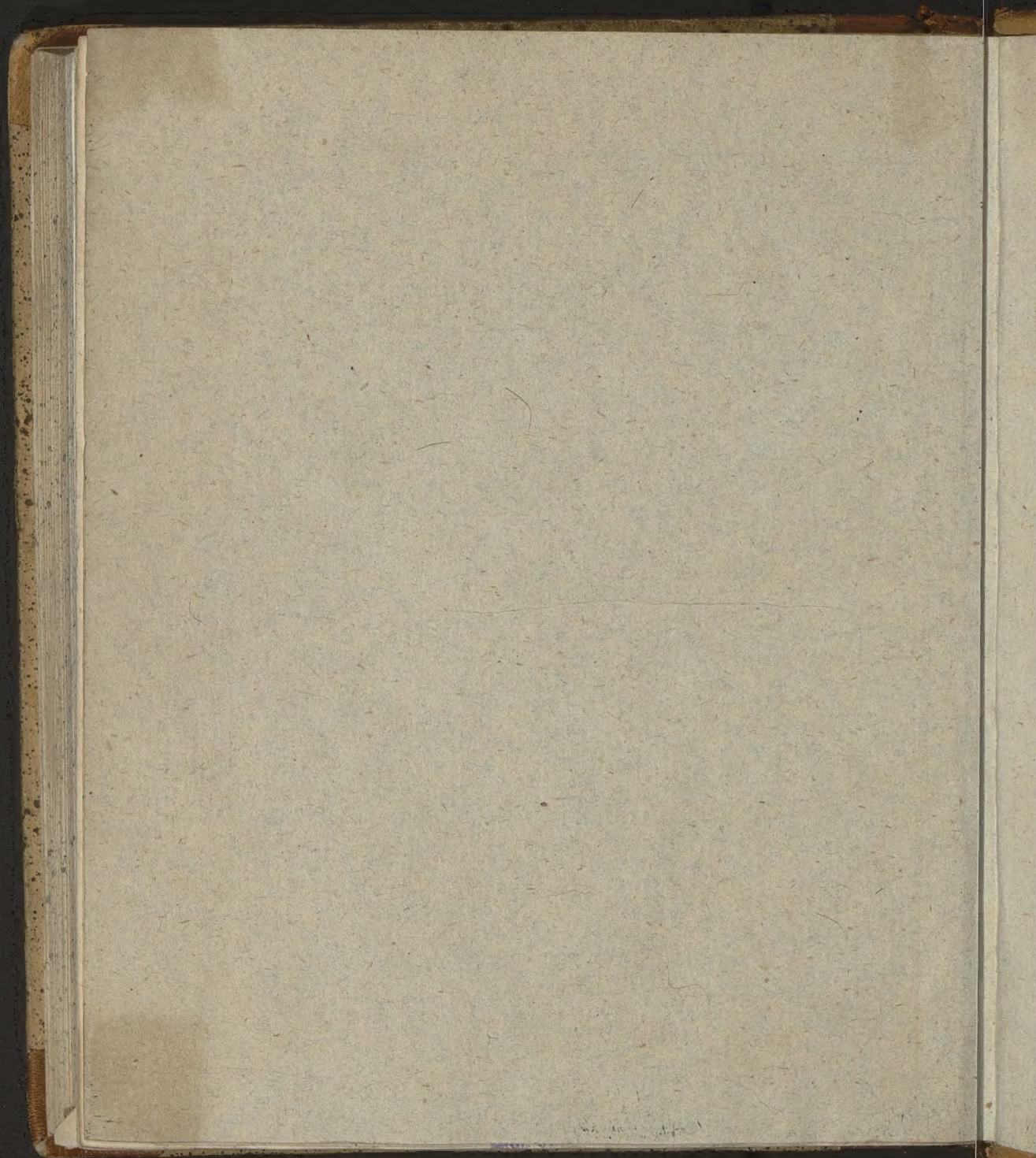
o-  
a-  
y  
o  
o-  
,













Biblioteka Jagiellońska



std10026857



